COMMUNIQUE FINAL DE LA RETRAITE DE TRAVAIL SUR L'ENGAGEMENT ET LA CONTRIBUTION DES PARTIES PRENANTES

Il s'est tenu, du 15 au 18 septembre 2025, au Couvent Saint Gérard KOLA à Mbanza-Ngungu, dans la province du Kongo-Central, la retraite de travail sur l'engagement et la contribution des parties prenantes pour la mise en œuvre de la Stratégie et Plan d'Action Nationaux pour la Biodiversité (SPANB) 2025-2030 et l'élaboration du 7ème Rapport National sur la Biodiversité (7RNB) de la République Démocratique du Congo.

Organisée par le Ministère de l'Environnement, Développement Durable et Nouvelle Économie du Climat, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), cette rencontre a réuni les représentants de l'administration publique, de la société civile, du secteur privé, des partenaires techniques et financiers, des communautés locales, des peuples autochtones, des réseaux de femmes et de jeunes, ainsi que des institutions scientifiques.

L'objectif global de cette retraite a consisté à renforcer l'engagement et la contribution effective des parties prenantes dans la mise en œuvre de la SPANB et dans le processus d'élaboration du 7RNB en RDC.

Spécifiquement, il s'agissait de :

- ❖ Présenter les grandes lignes du contenu de la SPANB 2025-2030 ;
- ❖ Présenter le mécanisme de coordination et pilotage de la mise en œuvre de la de la SPANB ;
- ❖ Identifier les parties prenantes à impliquer, leurs rôles et responsabilités ainsi que les mécanismes de leur engagement dans la mise en œuvre de la SPANB ;
- ❖ Présenter les orientations et directives de la CDB pour l'élaboration du 7^{ème} Rapport National sur la biodiversité ;
- ❖ Partager les leçons tirées des précédents rapports nationaux ;
- ❖ Clarifier le calendrier, l'approche méthodologique et les rôles des parties prenantes dans le processus d'élaboration du 7^{ème} Rapport National sur la biodiversité ;
- ❖ Proposer les mécanismes de collecte des données en fonction de leurs sources ;
- ❖ Identifier les besoins d'information et les premières contributions potentielles.
- ❖ Présenter les synergies avec les autres rapports internationaux et accords multilatéraux sur l'environnement

Les participants, répartis en trois groupes de travail, ont approfondi ces thématiques et formulé des propositions concrètes. Leurs résultats ont été restitués en plénière et intégrés dans la présente synthèse.

Au terme des travaux, les participants ont formulé un ensemble de recommandations en vue de renforcer la gouvernance, assurer une participation inclusive, améliorer la communication, garantir la transparence, impliquer les gouvernements provinciaux et locaux, et optimiser la gestion des données dans le cadre de la mise en œuvre de la SPANB et du 7RNB à savoir :

1. Gouvernance et organisation institutionnelle

- Transformer la Task Force en Commission Nationale Biodiversité (CNB), placée sous l'autorité de la Primature pour un ancrage politique fort.
- Formaliser la CNB par décret ou arrêté, assorti d'une ligne budgétaire dédiée.
- Mettre en place des déclinaisons provinciales et territoriales, dotées de points focaux.
- Doter la CNB d'un Secrétariat permanent et adopter un plan stratégique, un manuel de gouvernance et un règlement intérieur.

2. Participation inclusive et équitable

- Appliquer systématiquement le consentement libre, préalable et éclairé (CLIP).
- Impliquer activement les communautés locales, peuples autochtones, femmes, jeunes et personnes vivant avec handicap.
- Promouvoir le leadership féminin et l'autonomisation économique par des initiatives locales (coopératives, projets communautaires).
- Renforcer les capacités des organisations locales et garantir leur représentation dans les instances décisionnelles.

3. Communication et sensibilisation

- Élaborer un plan national de communication décliné au niveau provincial.
- Produire des supports adaptés et traduits en langues locales.
- Utiliser les médias de proximité et organiser des séances participatives.
- Revitaliser la plateforme CHM pour faciliter l'accès et le partage d'informations.
- Sensibiliser à la fois les décideurs politiques et les communautés de base.

4. Transparence et suivi des engagements

- Mettre en place un système de suivi-évaluation participatif (reporting, monitoring, vérification).
- Organiser des réunions régulières de suivi avec toutes les parties prenantes.
- Diffuser largement les rapports nationaux et provinciaux.
- Cartographier les parties prenantes et préciser leurs responsabilités.

5. Implication des gouvernements provinciaux et locaux

- Intégrer la SPANB dans les plans de développement provinciaux et locaux.
- Organiser des fora provinciaux de sensibilisation et de mobilisation.
- Renforcer les capacités des coordonnateurs provinciaux, services sectoriels, universités, OSC et leaders communautaires.
- Promouvoir un dialogue permanent et inclusif entre l'État central, les provinces et les communautés.

6. Gestion et partage des données

- Créer une base de données partagée au niveau national, provincial et local.
- Impliquer systématiquement tous les producteurs et détenteurs de données (institutions, ONG, universités, communautés).
- Harmoniser les outils de collecte et renforcer les infrastructures numériques.
- Mobiliser des ressources financières supplémentaires au profit des provinces.

Enfin, des fiches de collectes des données ont été proposés en fonction de l'axe, cible et objectif, dans le domaine notamment de la conservation de la biodiversité, la restauration des écosystèmes dégradés, l'utilisation durable et partage équitable des avantages, la valorisation économique de la biodiversité et ajout de valeur, la gouvernance, capacités et financements durables et qui ont fait l'objet des discussions au sein des groupes et pourront se poursuivre lors des réunions futures.

CONCLUSION

Les participants ont réaffirmé leur engagement à contribuer activement à la mise en œuvre de la SPANB et à l'élaboration du 7ème Rapport National sur la Biodiversité. Ils ont souligné que la réussite de ce processus est essentielle au respect des engagements internationaux de la République Démocratique du Congo en matière de conservation et de gestion durable de la biodiversité.

Fait à Mbanza-Ngungu, le 18 septembre 2025